

La croissance économique sur le long terme a été synthétisée par Angus Maddison dans *l'Economie mondiale, une perspective millénaire, 2001* (rapport pour le compte de l'OCDE). Il s'agit de la synthèse présente dans le manuel Nathan, *Economie aux concours des grandes écoles, 2013, pages 154 à 159.*

### a) 1820-1870 : l'impulsion britannique

Durant cette période, la croissance de l'économie européenne représente plus de 60 % de la croissance mondiale. Pour Maddison, la proximité géographique fait qu'après l'impulsion donnée par la Grande-Bretagne, les différents pays européens connaissent à leur tour la révolution industrielle, essentiellement grâce à la diffusion du progrès technique. Dans ce domaine, la période est dominée par le Royaume-Uni, qui opère toutes les percées majeures (chemin de fer, métallurgie, textile). L'Angleterre occupe aussi la première place pour les services (flotte, assurance maritime, courtage, financement). Les régions extra-européennes connaissent des sorts variés. L'Asie et l'Afrique progressent peu, la croissance de l'Amérique du Sud est lente, celle des pays neufs, en particulier les États-Unis, est vive. Le contexte général est marqué par une libéralisation progressive du commerce dans le sillage des décisions libre-échangistes des Britanniques après 1846 comme l'abolition des *corn laws*. En 1870, le contexte est donc à l'ouverture, le meilleur exemple en est le traité franco-anglais de 1860. Les relations commerciales se développent du fait de la révolution des transports : la progression du commerce international est quatre fois plus rapide que celle de la production.

### b) 1870-1913 : l'apogée de l'Europe

Maddison décrit cette période comme relativement calme et prospère. Elle débute à la fin de la guerre franco-prussienne de 1870 et s'achève avec la Première Guerre mondiale. Elle est marquée par une accélération générale de la croissance. Ce qui est vrai sur le plan économique l'est aussi pour la démographie. La révolution des transports s'accélère, les transferts de capitaux se développent. Ceci est largement dû à l'affirmation des grandes puissances financières que sont le Royaume-Uni, la France et, à un degré moindre, l'Allemagne. Ces flux sont généralement liés à la construction des grands réseaux de chemin de fer. Les emprunts franco-russes financent le transsibérien, les capitaux britanniques s'investissent en Amérique du Sud et aux États-Unis, et les Allemands sont les chevilles ouvrières du *Bagdadbahn*.

Le développement des transports est à l'origine de l'accélération des flux migratoires. Ils sont essentiellement le fait de l'émigration européenne vers le Nouveau Monde (18 millions de personnes de 1870 à 1914), même s'il ne faut pas négliger les mouvements intra-asiatiques. En revanche, les flux commerciaux se développent moins vite qu'auparavant. Il faut dire que les difficultés économiques liées à la Grande Dépression (1873-1896) provoquent un retour au protectionnisme. C'est le Reich allemand qui durcit ses tarifs en 1879, suivi par la France avec Jules Méline (1892) et les États-Unis (tarifs McKinley en 1890 et Dingley en 1897). Cette période correspond aussi à la dernière grande phase de l'expansion coloniale : les grands empires coloniaux atteignent leur apogée et les sphères d'influence asiatiques des puissances bordières du Pacifique se consolident (on pense ici aux États-Unis, au Japon et à la Russie).

Sur le plan financier, la puissance de l'Europe est à son sommet. Les capitaux anglais irriguent l'économie mondiale, la livre est la première monnaie du monde. Toutes les grandes économies mondiales se sont d'ailleurs converties aux conceptions monétaires britanniques et le GSS (*Gold Standard System*) fonctionne jusqu'en 1914, sans qu'il y ait d'accords internationaux. Hormis dans des pays à croissance tardive comme l'Allemagne ou le Japon, la puissance publique intervient peu.

## 2. Le xx<sup>e</sup> siècle

TCAM en %	Taux de croissance du PIB			Taux de croissance du PIB/habitant		
	1913-1950	1950-1973	1973-1998	1913-1950	1950-1973	1973-1998
France	1,15	5,05	2,10	1,12	4,05	1,61
Allemagne	0,30	5,68	1,76	0,17	5,02	1,60
Royaume-Uni	1,19	2,93	2,00	0,92	2,44	1,79
États-Unis	2,84	3,93	2,99	1,61	2,45	1,99
Japon	2,28	9,29	2,97	0,89	8,05	2,34
Chine	-0,02	5,02	6,84	-0,62	2,86	5,39

Source : données A. Maddison.

### a) 1913-1950 : turbulences et domination américaine

C'est la période des grandes perturbations. On peut même considérer que, de 1914 à 1945, se déroule un seul et unique conflit, interrompu par une trêve fragile, elle-même marquée par la crise de 1929 et ses conséquences. C'est le passage de témoin de l'Europe, ravagée par les guerres, aux États-Unis. Malgré les difficultés, c'est une période d'accélération du progrès technique. Elle correspond à la mise en œuvre de l'OST et du fordisme, contribuant à l'augmentation de la productivité qui est beaucoup plus forte aux États-Unis qu'en Europe en 1913. L'économie dominante pèse, à elle seule, l'équivalent de l'Angleterre et de l'Allemagne réunies.

Au cœur de la croissance américaine se trouve le progrès technique. En dehors de l'organisation de la production, les innovations de produits se font de plus en plus sur la rive occidentale de l'Atlantique. En effet, à l'exception de la période des années 1930, le marché intérieur est porteur et la norme de consommation beaucoup plus élevée que sur le Vieux Continent. Ce dynamisme est porté par de grandes entreprises qui bénéficient de l'assouplissement de la législation *antitrust* pendant le New Deal. Elles jouent un très grand rôle dans la normalisation et l'extension des marchés, et ont profité des exigences de l'économie de guerre. Elles ont développé de nouvelles techniques de commercialisation en innovant en matière de marketing ou de publicité et ont poussé la standardisation plus loin qu'on ne l'avait jamais fait. C'est particulièrement net dans l'automobile : en 1935, les firmes d'outre-Atlantique produisent 10 fois plus de véhicules que celles de la Grande-Bretagne et 23 fois plus que la France.

Dans le même temps, la régulation de l'économie se transforme, à la fois en raison de la nécessité de la mise en place des économies de guerre mais aussi dans le cadre de la lutte contre la dépression des années 1930. D'une conception très libérale, on passe à une vision qui encourage l'affirmation de la puissance publique. Pour l'école de la régulation, la régulation concurrentielle laisse place à la régulation monopoliste et fordiste bâtie sur l'existence d'un État interventionniste, de grandes entreprises fordistes et de syndicats de travailleurs puissants et structurés. C'est leur « entente conflictuelle » qui jette les bases de la croissance d'après la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ces évolutions se font dans un cadre où, après la Première Guerre mondiale, le libéralisme et le capitalisme ne sont plus seuls. Un autre mode d'organisation prétend fournir une alternative au modèle qui a triomphé au XIX<sup>e</sup> siècle : en Union soviétique que se développe le

« **socialisme réel** ». Il acquiert ses caractères fondamentaux après le lancement du premier plan quinquennal en URSS. Les promesses sociales, la vigueur – réelle ou supposée – du rattrapage soviétique quand les économies capitalistes s'enlisent dans la crise provoquent l'adhésion d'une part non négligeable des travailleurs et des intellectuels occidentaux aux thèses marxistes-léninistes. La montée en puissance des organisations et des thèses socialistes et communistes joue un rôle évident d'aiguillon en faveur des réformes sociales.

### b) 1950-1973 : les Trente Glorieuses

1950-1973 est la période que Jean Fourastié a appelée les Trente Glorieuses. Il s'agit, selon les termes de Maddison, d'un « âge d'or sans précédent ». Le PIB mondial par habitant a crû de 2,9 % par an, l'Asie et l'Europe faisant mieux que le reste du monde. En Occident, la croissance se fait dans un cadre reconstruit par les vainqueurs de 1945. On met en place un nouveau SMI dès 1944 avec les accords de Bretton Woods, on crée le FMI, les accords du GATT, qui promeuvent le libre-échange, sont signés en 1947. Les Européens commencent à s'organiser dès l'après-guerre, d'abord pour se répartir l'aide Marshall (OECE en 1948), puis pour créer une solidarité économique et politique afin de prévenir les conflits et de favoriser la croissance. C'est ainsi que sont signés les traités de Paris en 1950 (CECA) puis, surtout, le traité de Rome qui, le 25 mars 1957, crée la CEE. En Asie, le Japon passe du rang de vaincu à châtier à celui de sentinelle du monde libre dans le Pacifique. Le monde occidental se structure sous le leadership des États-Unis. Il faut dire que la guerre froide est un ciment assez puissant.

Les États-Unis assument pleinement leur rôle de meneurs. Ils diffusent largement les dollars nécessaires à la reconstruction, leur monnaie restant solide jusqu'aux années 1970, malgré quelques difficultés. En ouvrant leur économie, les États-Unis ont permis à leurs partenaires de combler le *gap* technologique qui les en séparait. Partout, les nouveautés se diffusent, permettant d'augmenter considérablement le potentiel de l'offre ; les biens de consommation durables deviennent les moteurs de la croissance.

**Cela s'accorde avec les politiques keynésiennes qui sont menées dans les pays développés.** La recherche du plein-emploi et les modalités du partage des gains de productivité favorisent l'expansion de la demande. L'accroissement démographique due au baby-boom et la mise en place, en Europe, d'un État-providence performant sont autant de stimulants pour la croissance. Celle-ci atteint des taux historiques et les fluctuations sont faibles. Les perspectives favorables dopent les investissements, qui atteignent des niveaux records et sont financés grâce au développement bancaire et aux politiques de crédit. Les marchés financiers ne montent vraiment en puissance qu'à partir des années 1960.

### c) 1973-fin du xx<sup>e</sup> siècle : les remises en question

• **Après vingt-cinq ans de très forte croissance, le choc pétrolier de 1973 marque un sensible retournement de tendance.** Pour Maddison, il s'agit d'une phase durant laquelle l'économie mondiale a fonctionné en deçà de ses capacités.

Si, au début des années 1970, l'économie mondiale se trouvait en surchauffe, ce dont atteste l'accélération de l'inflation, quelques années plus tard, le ralentissement est très net. La stabilité monétaire n'est plus, le SMI de Bretton Woods disparaît définitivement entre 1971 et 1976. La montée de l'instabilité et des incertitudes provoque un retournement politique majeur. Le plein-emploi et la croissance ne sont plus l'objectif majeur des politiques économiques, qui se concentrent sur la lutte contre l'inflation. La conjonction du ralentissement et des effets des politiques monétaristes explique la montée du chômage,

qui touche toutes les grandes économies occidentales. Dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage moyen, qui était de 2,4 % entre 1950 et 1973, passe à presque 7 % durant la période étudiée. Les systèmes de protection sociale sont parvenus à amortir les effets de la crise mais les difficultés financières des États se sont accrues, à tel point qu'à partir des années 1980, c'est l'État qui finit par être remis en cause. Le retournement doctrinal est complet et les thèses néoclassiques triomphent.

**Le modèle de développement des grandes firmes occidentales est remis en question par les succès des Japonais et leur organisation « postfordiste ».** Au-delà des difficultés conjoncturelles, les pays occidentaux butent sur le ralentissement des gains de productivité : malgré le développement de la R&D, jamais ceux-ci n'ont été aussi faibles depuis les années 1870.

• **Dans le même temps, le monde a changé. Tout d'abord, le bloc socialiste a disparu.** La crise économique et sociale des pays de l'Est a abouti à l'effondrement de ce que l'économiste János Kornai appelle « l'économie de pénurie ». Les efforts faits par Mikhaïl Gorbatchev pour sauver ce qui restait de l'économie centralisée et planifiée ont échoué et abouti à la chute du mur de Berlin, à la réunification de l'Allemagne et à la disparition de l'URSS. **Plus largement, cela a permis la réunification du continent européen dans son ensemble.** À partir des années 1980, la construction européenne est relancée avec la signature de l'Acte unique (1986) et celle du traité de Maastricht (1992). Ce dernier prévoit la mise en œuvre de l'UEM (Union économique et monétaire) et donc le passage à la monnaie unique. L'Europe poursuit aussi son élargissement, passant de six à douze États membres. En 1992, l'ALENA est créée : l'Amérique du Nord devient une zone de libre-échange.

**La disparition du modèle soviétique aboutit à la victoire de l'économie de marché,** portée par les grandes instances internationales, du FMI au GATT en passant par l'OCDE. Même la Chine populaire, qui reste gouvernée par les communistes, se convertit à ce que Deng Xiaoping appelle « l'économie socialiste de marché ». Au même moment, les Dragons asiatiques commencent à faire figure de concurrents sérieux pour les pays développés. Créé dans les années 1960, c'est à la fin des années 1980 et au début des années 1990 que le terme « mondialisation » fait son apparition dans le vocabulaire courant. La signature de l'Uruguay Round en 1994 ouvre la voie à une libéralisation sans précédent des échanges à l'échelle mondiale.

## 3. La fin du xx<sup>e</sup> et le début du xx<sup>i</sup> siècle : l'économie mondialisée

### ■ Taux de croissance annuels moyens du PIB en %

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	TCAM*
France	3,3	3,7	1,8	0,9	0,9	2,5	1,8	2,5	2,3	-0,1	-3,1	1,7	1,7	1,5
Allemagne	1,9	3,1	1,5	1,0	-0,4	1,2	0,7	3,7	3,3	1,1	-5,1	4,2	3,0	1,7
Royaume-Uni	3,2	4,2	2,9	2,4	3,8	2,9	2,8	2,6	3,6	-1,0	-4,0	1,8	0,8	2
États-Unis	4,9	4,2	1,1	1,8	2,6	3,5	3,1	2,7	1,9	-0,4	-3,5	3,0	1,7	2,04
Japon	-0,2	2,3	0,4	0,3	1,7	2,4	1,3	1,7	2,2	-1,0	-5,5	4,4	-0,7	0,7
Chine	7,6	8,4	8,3	9,1	10	10,1	11,3	12,7	14,2	9,6	9,2	10,4	9,3	10

\*TCAM : moyenne 1999-2011

• Si l'on veut, très brièvement, caractériser la fin du xx<sup>e</sup> siècle et le début du xxi<sup>e</sup>, on doit insister sur quelques évolutions majeures :

– **Les échanges se développent de manière spectaculaire**, dans un cadre mondialisé. Leur croissance est deux fois plus rapide que celle du PIB mondial, même après la contraction de 2009, qui suit le développement de la crise financière ;

– **les flux financiers** se développent deux fois plus vite que les échanges. La globalisation financière est le résultat de trente ans de déréglementation. La circulation des capitaux est accélérée par les NTIC, qui autorisent des transactions en temps réel et un accès immédiat à l'information ;

– **L'économie devient de plus en plus instable**, comme en atteste la succession de crises depuis le début des années 1990 ;

– **L'avenir de l'économie mondiale paraît résider dans les pays émergents**, qui semblent disposer d'une grande partie du potentiel mondial de croissance, ce dont atteste la montée de leurs capacités financières : la richesse se trouve chez les anciens pauvres et les dettes chez les riches ;

– **L'Occident et le Japon connaissent des situations différentes**. Depuis le début des années 1990, le Japon est englué dans la déflation dont les relances successives ne parviennent pas à le sortir. L'Europe continentale connaît une croissance molle qui accompagne le processus d'union économique et monétaire. Les pays anglo-saxons sont mieux lotis : les États-Unis tirent profit des rebonds de compétitivité liés à leur rôle moteur dans le développement des NTIC et le Royaume-Uni profite du développement de la finance internationale. Tous ces pays butent ensuite sur la crise financière qui débute en 2007 aux États-Unis, avec la crise des *subprimes*. Les déficits publics se creusent et il apparaît que les États eux-mêmes peuvent faire faillite ;

– **La croissance démographique mondiale ralentit**. On est toutefois loin de la catastrophe annoncée en 1972 par le rapport Meadows. Malgré tout, le réchauffement climatique et les externalités négatives de la croissance **enjoignent les gouvernements à promouvoir des formes soutenables de croissance et à prévoir la transition énergétique** pour conjurer les effets du réchauffement climatique.

**C'est donc dans un contexte de redistribution des cartes entre les anciens pays industrialisés et les pays émergents que commence le xxi<sup>e</sup> siècle**. Il devra être celui de l'invention de nouvelles modalités de croissance si l'on prend en considération l'élévation du niveau de vie dans les pays jusque-là en retrait.

#### ■ Les taux de croissance annuels moyens du PIB et du commerce mondial en %

	2008	2009	2010	2011
<b>PIB mondial</b>	1,3	- 2,6	3,8	2,4
Pays émergents	5,6	2,2	7,2	5,0
Pays développés	0,0	- 4,0	2,8	1,5
<b>Commerce mondial</b>	2,3	- 12	13	4,7

Source : OCDE, 2012.